

La voix de l'opposition de gauche

Le 24 avril 2019

CAUSERIE ET INFOS

J'ai eu quelques problèmes informatiques et personnels, de plus il fait une chaleur à crever, ce qui explique pourquoi je n'ai pas actualisé le portail plus tôt. Rien ne pressait ! Et puis il faut s'occuper des gosses pendant les vacances scolaires, les parents travaillent, et ici la seule solution c'est de les caser chez les grands-parents, donc je joue mon rôle de grand-père avec l'une des petites-filles de ma compagne Selvi. Le jardin donne plus de boulot aussi, le nettoyage quotidien est plus long et il faut arroser tous les jours.

On ignore toujours quand et à quelle occasion les masses vont déferler par millions pour abattre le régime. Le développement de la situation va-t-il y contribuer ? Le mouvement ouvrier va-t-il encore longtemps constituer un obstacle à leur mobilisation ? Quels enseignements politiques en tirent les travailleurs ?

Apparemment tout le monde se complait dans le mode de vie qui nous a été imposé, aucun parti ne le remet réellement en cause, tout au plus s'emploient-ils à l'embellir à la marge, aucun ne propose un autre modèle de société, franchement, obtenir 100 balles de plus ou partir à la retraite un ou deux ans plus tôt, et tout le reste est à l'avenant, qu'est-ce que cela change, est-ce que cela vaut vraiment la peine de se mobiliser pour si peu ?

On a l'impression qu'il n'existe plus de véritables opposants au capitalisme.

Plus personne ne défend le socialisme car personne ne propose la retraite à 50 ans, voire 45 ans, la réduction de la semaine de travail à 24 ou 28 heures, l'éradication immédiate du chômage, la gratuité des transports en commun (Bus, train et métro), des autoroutes, de la santé, de l'école et de l'université, le smic, la retraite minimum, l'allocation chômage, vieillesse ou handicapée à 2.000 euros, la réduction des loyers par 2 ou 3, du prix du gaz et de l'électricité, de l'eau, de l'essence, des assurances, la suppression de la TVA, de la CSG et de la taxe audiovisuelle, l'expropriation sans indemnité de tous les oligarques, des capitalistes ou actionnaires du CAC 40, des 2.000 grandes entreprises, la confiscation de tous leurs biens ou avoirs, la dissolution de l'appareil répressif (policier et judiciaire) de l'Etat, de l'armée, de la Bourse, des médias de la réaction, des instituts de sondages, etc.

● [Au format pdf \(pages\)](#)

PREMIERE PARTIE

Coïncidence ?

LVOG - Je viens juste de m'équiper en achetant un récepteur Wifi multi carte Sim Huawei, et cela fonctionne à merveille, je vais gagner environ une heure par jour, 7 heures par semaine, 28 heures par mois, plus de 300 heures par an ! Cela m'a coûté 2600 roupies, 32 euros environ.

Et puis dorénavant je peux visualiser toutes les vidéos, donc je vais pouvoir être au plus près de la situation. J'en ai regardé une hier sur l'Acte XXIII à Paris, impressionnante la violence policière, harnachés comme ils sont, on voit immédiatement que Macron a mobilisé les forces de l'ordre pour aller à l'affrontement, rien que leur présence est une provocation.

- Huawei : forte croissance au premier trimestre 2019 - euronews 22 avril 2019

Carton plein pour Huawei. Dans un communiqué, le géant chinois des télécoms dévoile des chiffres de vente excellents.

Entre janvier et mars, il a vendu 59 millions de smartphones dans le monde. La firme a enregistré une hausse de 8% de ses bénéfices net. Autre chiffre important : Huawei a généré un chiffre d'affaires global de près de 27 milliards de dollars, en hausse de 39% par rapport à l'année précédente.

Huawei s'impose comme le numéro 2 mondial du smartphone devant Apple pour le troisième trimestre consécutif. Le Chinois ne compte pas s'arrêter là. Il espère voler la première place au coréen Samsung l'année prochaine.

Pour y arriver, Huawei veut surfer sur le développement du réseau 5G. Le groupe investit pour prendre le maximum de parts de marché. Selon la direction, des smartphones Huawei compatibles 5G seront disponibles l'année prochaine à des prix concurrentiels, 300 dollars l'appareil. euronews 22 avril 2019

Mais c'est pire que chez moi en Inde !

- Paris envahi par les rats, des bénévoles à la rescousse de la mairie du 17e - Franceinfo 15 avril 2019

Le rat est un important vecteur de maladies, notamment la dangereuse leptospirose. Il se reproduit très rapidement. Dans des conditions optimales une femelle qui est arrivée à maturité sexuelle à l'âge de quelques semaines peut susciter une descendance de 1000 individus par an. Chacun vivra environ 18 mois.

Se nourrissant de tout ce qu'il trouve, il prolifère dans les espaces riches en déchets alimentaires comme les décharges sauvages, les égouts, les locaux à poubelles mal entretenus, les sous sols de restaurants. On estime la population de rats dans la capitale à quatre millions d'individus, soit presque deux par habitant.

Pourtant tout le monde n'est pas d'accord pour lutter contre cette infestation. Lorsqu'en 2016 la mairie de Paris a lancé une grande campagne de dératisation, une pétition lancée par une défenseuse des animaux a recueilli plus de 26 000 signatures au cri de "Stoppez le génocide des rats". Elle réagit notamment à l'interdiction de nourrissage des pigeons qui profite indirectement aux rats. Franceinfo 15 avril 2019

LVOG - On ne s'était pas trompé en constatant que le niveau de conscience de la population évoluait plus lentement que le développement économique, mais on ignorait que l'écart entre les deux pouvait être de plusieurs siècles ! Voilà ce qui arrive quand les pigeons sont gavés, ils subissent une atrophie du cerveau ! Cela dit, en vivant en Inde depuis le début des années 90, cela fait près de 30 ans, date (1991) de l'accélération brutale et à marche forcée du développement économique, j'ai pu observer, en fait je constate quotidiennement à quel point les mentalités évoluent très lentement ou n'évoluent pas du tout. Je n'ai pas le temps de m'étendre sur ce sujet, et pas tellement envie pour être honnête parce qu'en subir les conséquences n'est pas une partie de plaisir mais plutôt un cauchemar !

Suite de l'article du 16 avril consacré aux gauchistes faussaires qui se sont entichés des Rothschild.

(Source : <https://reseauinternational.net> ; <https://en.wikipedia.org> ; <https://www.investopedia.com>)

Investopedia estime la richesse totale de la famille Rothschild à plus de 2 trillions (1000 milliards) de dollars en actifs et en avoirs, y compris certaines des plus anciennes sociétés vivantes du monde (Fawkes: si l'on s'en tient juste aux fortunes personnelles, on arrive déjà à 350 milliards) :

À plus de 2 trillions de dollars, la richesse déclarée de la famille est 5 fois plus élevée que la richesse combinée des 8 premiers milliardaires individuels au monde, ce qui signifie que la famille Rothschild à elle seule contrôle plus de richesses que peut-être trois quarts ou plus de la population totale du monde.

Et nous sommes encore très loin du compte car si l'on se réfère à Hongbing Song, chercheur en économie et ancien consultant pour les fonds de pension américains Freddie Mac et Fanny Mae :

« Les dynasties familiales les plus fortunées ne sont pas référencées dans le classement Forbes (The World's Billionaires List). Et pour cause... La fortune d'un Bill Gates (76 Milliards de Dollars US) ferait pâle

figure comparée ne serait qu'aux actifs et avoir de la famille Rothschild (Amschel) qui fut estimée à 50 000 Milliards de Dollars US en 2012 (en comparaison, la même année, le PIB mondial fut évalué à 71 830 Dollars US).

LVOG - Cela me semble exagéré ou mérite de plus amples détails pour retenir cette estimation.

- En 2016, la famille Rothschild est une dynastie d'une richesse inimaginable qui parvient à la dissimuler en grande partie, sans jamais être publiquement reconnue comme la famille la plus riche et la plus influente au monde. En divisant leur capital et leurs avoirs parmi les nombreux membres de la famille, y compris de nombreux descendants et héritiers, il arrive que seulement un membre de la famille apparaisse sur la liste des individus les plus riches du monde, mais la famille représente la plus grande fortune depuis toujours.

Commentaire d'un internaute

- "Il n'y a jamais de Rothschild ni de Rockefeller dans le classement, c'est un peu bizarre."

- "Forbes est propriété des Rockefeller."

LVOG - Fortune (AT&T - Time Warner - WarnerMedia) est également un magazine américain consacré à l'économie établissant un classement des grandes fortunes, racheté par Verizon à AOL en 2015 (Huffington Post, Neuf Cegetel, SFR). Parmi les principaux actionnaires on retrouve JPMorgan Chase et BlackRock Institutional Trust Company.

Investopedia coté en bourse est une référence en terme de données économiques.

- On Feb 26, 2019, Investopedia released it's 2019 Best Online Brokers Awards.[11] The awards featured 12 categories including Best Overall Online Brokers, Best Stock Trading Apps, Best for Options Trading, Best Brokers for Low Costs, and more.[12] (Source : Wikipédia en anglais)

Investopedia créé en 1999 (28 millions de visiteurs sur le Net) est propriété de IAC/InterActive Corp (NASDAQ-100) depuis 2013, 7000 salariés (2016), chiffre d'affaires de 4,65 milliards dollars (2016), possède une quarantaine d'entreprises. (en.wikipedia.org)

Vaut mieux avoir de la suite dans les idées.

Il y a déjà 10 ans ou plus, j'ai oublié, j'avais affirmé qu'un soulèvement révolutionnaire ou le déclenchement d'une révolution ne suivrait pas le schéma classique des deux derniers siècles compte tenu de l'évolution du capitalisme, des conditions des classes exploitées et opprimées, des rapports entre les classes, et qu'elle serait d'emblée politique en posant directement ou pratiquement immédiatement la question du pouvoir et de l'Etat, et c'est ce à quoi nous assistons aujourd'hui en France et partout ailleurs dans le monde, qu'il s'agisse du RIC ou de "dégager le système" comme en Algérie par exemple.

Evidemment, puisque aucun parti ne partageait cette analyse de la situation, aucun ne pouvait y être préparé et y avoir préparé les travailleurs, c'est ce que chacun a pu constater depuis le 17 novembre 2018. Autant dire que leurs tactiques et stratégies ne pouvaient être qu'erronées, ce qui les conduisit à se marginaliser ou à se couper un peu plus des masses, alors qu'ils les justifiaient en expliquant qu'ils les avaient adoptées pour justement éviter de tomber dans ce travers.

Ils ont juste oublié que la concentration des richesses et du pouvoir politique par l'oligarchie financière devait se traduire non seulement par l'accroissement des inégalités sociales, mais par la radicalisation politique de la classe dominante la conduisant au refus catégorique de tout compromis social qui jusque là avait servi de vernis ou de caution démocratique au régime, de sorte qu'il allait apparaître ouvertement antidémocratique, despotique pour ne plus laisser place qu'à deux comportements possibles pour les exploités et les opprimés, subir et se soumettre en silence au sort qui leur avait été réservé ou s'y refuser et se dresser contre le régime, partant de là il était parfaitement prévisible que les deux attitudes se manifesteraient un jour ou l'autre, encore fallait-il se demander comment ou de quelle manière.

Nos dirigeants ont sous-estimé ou ignoré le tournant adopté par l'oligarchie financière sur le plan économique à l'échelle mondiale au début des années 70, qui allait rapidement se concrétiser sur le plan politique pour pouvoir poursuivre leur offensive généralisée contre le prolétariat, continuant d'entonner les mêmes discours jusqu'à nos jours, appelant la confrérie des opportunistes et traîtres à se mobiliser pour faire reculer le gouvernement et obtenir des concessions ou des réformes sociales, ne comprenant manifestement pas que cette période était révolue, ou que cette étape de la lutte des classes correspondait à un stade du développement du capitalisme mondial qui dorénavant appartenait définitivement au passé, et que c'était l'heure de l'affrontement direct ou violent entre les classes qui avait sonné et à laquelle il fallait préparer les travailleurs...

Déjà 25 ans plus tôt, ils n'avaient guère davantage compris que le stalinisme au faîte de sa gloire augurait des jours sombres pour la classe ouvrière, cela se traduisit rapidement par la dislocation de l'embryon de IVe Internationale ou ce qu'il en restait. Depuis l'avant-garde du mouvement ouvrier ne s'en est jamais remise. Peu leur importera, l'heure était à la reconstruction du capitalisme, pas seulement pour les capitalistes, mais aussi pour la social-démocratie et le stalinisme qui livrèrent le mouvement ouvrier à la réaction.

La capitulation de la social-démocratie ouvrit la voie à la Première Guerre mondiale du XXe siècle, le stalinisme ouvrit celle de la Seconde Guerre mondiale, et leur alliance contre-révolutionnaire préfigurait la suivante contre le prolétariat mondial à laquelle nous assistons en ce moment, signification politique à côté de laquelle nos dirigeants passèrent en cherchant sans cesse à leur faire jouer un rôle politique au côté des travailleurs, alors qu'ils étaient engagés au côté de la réaction. Bien que les masses aient rompu ou se soient détournés de la social-démocratie et des staliniens, ils continuent de tenir le même discours en voulant les associer à une issue politique, c'est là qu'on s'aperçoit qu'on est en présence de partis ouvriers bureaucratiques privilégiant les rapports entre appareils, au lieu de s'en tenir aux rapports que le parti devait tisser avec les travailleurs.

Et il en est de même avec les syndicats contrôlés par les staliniens et la social-démocratie ou des dirigeants qui partagent leur idéologie depuis 1945, à ceci près qu'au cours de la période politique ouverte depuis le 17 novembre 2018 les syndicats vont être amenés à jouer un rôle déterminant dans l'offensive de la classe ouvrière pour abattre le régime, parce qu'ils sont le seul cadre organisé dans lequel les travailleurs peuvent se rassembler sur une ligne politique de rupture avec les institutions de la Ve République et au-delà avec le capitalisme, ce n'est pas le moindre des paradoxes de la situation actuelle mais s'explique très bien par le fait que les syndicats n'organisent que des travailleurs contrairement aux Gilets Jaunes, autrement dit les travailleurs pourraient réinvestir les syndicats ou les soutenir sur la base des principes qui ont été à l'origine de leur création, le combat pour l'émancipation du capital, donc de ses institutions politiques, submergeant ou balayant sociaux-démocrates et staliniens. Quant au mouvement initié par les Gilets Jaunes il pourrait emprunter la même voie une fois purgée de ses éléments de droite ou d'extrême droite. Et c'est seulement une fois les deux processus parvenus à maturité que l'affrontement direct entre les masses et le régime pourrait intervenir. Son issue dépendra de la capacité de l'avant-garde du mouvement ouvrier à exprimer consciemment ce processus et à y participer, période particulièrement favorable à la construction d'un véritable parti ouvrier révolutionnaire. A suivre.

Opportunisme et gauchisme.

Lu dans un article.

- *"Qu'est-ce que ça veut dire être autonome dans sa vie ? Il y a tout de suite un sens économique à l'autonomie, essayer d'être le plus indépendant possible économiquement, de sorte que l'on puisse construire sa vie, organiser sa vie librement, après j'explore aussi l'autonomie spirituelle, intellectuelle, moral."*

LVOG - Il y en a qui naïvement rêvent de gravir les échelons de l'échelle sociale pour obtenir un statut supérieur, devenir chef d'entreprise, riche et considéré, respecté ou puissant, appartenir aux classes supérieures ou partager leur mode de vie est leur seul idéal. Pour ceux qui sont de droite et l'assument, cela ne posera aucun problème de conscience puisqu'ils sont prêts à tout sacrifier pour y parvenir, y compris leur dignité. Quant à ceux qui se prétendent de gauche, leur bonne conscience servira à justifier tous leurs reniements idéologiques

L'autonomie n'est pas donnée à tout le monde, c'est une quête ou un idéal de petits-bourgeois individualistes de gauche ou d'extrême gauche sans conscience de classe, qui rêvent parce qu'ils en auraient les moyens de s'affranchir de certaines contraintes ou conséquences néfastes liées à la survie du capitalisme, pendant que l'immense majorité continueraient de les subir. Voilà pour la véritable nature de leur engagement politique qui est étrangère au socialisme quelle que soit l'étiquette qu'ils arborent.

- Faut-il avoir peur des black blocs ? comptoir.org 9 avril 2019

Extraits.

Le hasard a voulu que « Les black blocs », ouvrage de référence sur le sujet écrit par Francis Dupuis-Déri, soit réédité en France au moment même où le mouvement des Gilets jaunes, auxquels des militants « d'ultra-gauche » vêtus de noir et cagoulés participent désormais régulièrement, bat son plein. (Quel heureux "hasard" pour Macron ! - LVOG) Ces militants n'ont pas bonne presse : des sommets de l'État jusqu'aux organisations de la gauche institutionnelle en passant par les manifestants non-violents, ils font l'objet d'une réprobation quasi-unanime. « Violents », « vandales », « sauvages », « terroristes », ils discréditeraient les mouvements auxquels ils participent aux yeux de l'opinion publique et contribueraient à légitimer leur répression. Vraiment ? (Ils ont oublié provocateurs, rôle habituellement dévolu à des agents du régime, policiers ou barbouzes, ainsi que d'autres acteurs issus d'officines où sont présents des éléments infiltrés des services de renseignement, qui servent à instrumentaliser leurs membres ou les incitent à passer à l'action à un moment déterminé. - LVOG)

- "Des hommes en noir des cortèges de tête."

LVOG - Hors cortèges, venus uniquement pour provoquer les forces de police qui répliqueront en gazant et matraquant les manifestants sans distinction.

L'argumentation de ses supporters des black blocs repose sur un déni. Ils refusent d'admettre que le recours à des provocations et des violences, des destructions lors de manifestations est contre-productif dès lors que la majorité ne les soutient pas ou n'y participe pas, et servent les intérêts du gouvernement.

Ils expliquent que, parce que l'Etat fait preuve de violence envers les travailleurs en leur imposant des conditions de vie indignes, il serait légitime qu'ils recourent à la violence contre l'Etat en n'importe quelle circonstance, donc sans tenir compte de l'attitude des travailleurs, qui eux ne se livrent pas à des violences contre l'Etat ou les condamnent. Selon eux, il ne faudrait pas tenir compte de l'état d'esprit de la majorité des travailleurs, autrement dit, ils tentent de se substituer à eux ou agissent en dehors du cadre du mouvement ouvrier organisé et ils s'en excluent eux-mêmes. C'est le créneau classique des anarchistes et des gauchistes, les idiots utiles du régime.

Leur méthode consistent à adopter "*des formes de militantisme plus discrètes, visant justement à transformer en profondeur les rapports sociaux (ZAD, habitats partagés, remise en cause des relations hiérarchiques sous toutes leurs formes, etc.)*", actions qui ne modifieront en rien les rapports sociaux établis entre les classes comme chacun peut le constater et n'y contribueront pas non plus.

On retrouve ici la même méthode employée par ceux qui s'attaquent aux préjugés archaïques des masses et voudraient leur imposer d'autres rapports sociaux au sein de la société, sans que ne soient modifiés les rapports existant entre les classes qui en sont à l'origine, et qui se déclinent sous la forme de dominants à dominés, rapports qui ne pourront être inversés que par un soulèvement révolutionnaire des masses menant au renversement de l'ordre établi...

On peut observer que cette méthode conduit à un affrontement entre une minorité et la majorité des exploités qui devraient s'y soumettre, rapport, qui vous l'aurez remarqué, reproduit fidèlement celui existant entre les classes, et s'il leur sert de modèle, c'est parce qu'ils n'entendent pas le changer, comment pourrait-il en être autrement à partir d'une infime minorité.

Ce qu'ils appellent une "tactique" est obsolète depuis les révolutions de 1848 et 1871 en France, et qui plus est de 1905 et 1917 en Russie. Voilà des gens qui n'ont tiré aucun enseignement de la lutte des classes

depuis un siècle et demi. Finalement ce sont des individualistes hystériques, là encore c'est à la mode, qui entendent se faire justice eux-mêmes en ignorant le reste de la société, à commencer par la classe ouvrière.

Une analyse toujours valable un siècle plus tard.

L'impérialisme, stade suprême du capitalisme - Lénine 1916

- ...le capitalisme a assuré une situation privilégiée à une poignée (moins d'un dixième de la population du globe ou, en comptant de la façon la plus "large" et la plus exagérée, moins d'un cinquième) d'Etats particulièrement riches et puissants, qui pillent le monde entier par une simple "tonte des coupons". (Les principales puissances occidentales, plus la Russie et la Chine de nos jours. - LVOG) (...)

On conçoit que ce gigantesque surprofit (car il est obtenu en sus du profit que les capitalistes extorquent aux ouvriers de "leur" pays) permette de corrompre les chefs ouvriers et la couche supérieure de l'aristocratie ouvrière. Et les capitalistes des pays "avancés" la corrompent effectivement : ils la corrompent par mille moyens, directs et indirects, ouverts et camouflés.

Cette couche d'ouvriers embourgeoisés ou de l'"aristocratie ouvrière", entièrement petits-bourgeois par leur mode de vie, par leurs salaires, par toute leur conception du monde, est le principal soutien de la IIe Internationale, et, de nos jours, le principal soutien social (pas militaire) de la bourgeoisie. (De nos jours, et cela depuis très longtemps, il ne s'agit plus seulement d'une "couche d'ouvriers" mais de la majorité des travailleurs, ce qui évidemment complique notre combat. Certes, s'ils se sont embourgeoisés, il n'en demeure pas moins que leur sort relève de plus en plus souvent de la roulette russe, et que ce cauchemar associé à la décomposition accélérée de la société qu'ils supportent de moins en moins, constituent de puissants facteurs de rejet du capitalisme et ses institutions. Il faudra encore faire preuve d'un peu de patience avant qu'ils passent à l'action. - LVOG) Car ce sont de véritables agents de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier, des commis ouvriers de la classe des capitalistes (labour lieutenants of the capitalist class), de véritables propagateurs du réformisme et du chauvinisme. Dans la guerre civile entre prolétariat et bourgeoisie, un nombre appréciable d'entre eux se range inévitablement aux côtés de la bourgeoisie, aux côtés des "Versaillais" contre les "Communards". (Les différents lignes de fractures au sein des Gilets Jaunes témoignent si nécessaire que la guerre civile est inévitable, sans parler de l'attitude purement répressive du pouvoir qui en est déjà l'expression. - LVOG)

Si l'on n'a pas compris l'origine économique de ce phénomène, si l'on n'en a pas mesuré la portée politique et sociale, il est impossible d'avancer d'un pas dans l'accomplissement des tâches pratiques du mouvement communiste et de la révolution sociale à venir. (C'est ce que je me suis employé à expliquer plus haut. L'origine de la dégénérescence de la social-démocratie ainsi que le stalinisme, leur idéologie était avant tout économique et liée au capitalisme mondial dont ils sont devenus les agents ou porte-parole... - LVOG)

Une analyse de la situation mondiale.

- La stratégie du chaos dirigé par Manlio Dinucci - Réseau Voltaire 16 avril 2019

Extrait. Comme un rouleau compresseur, les États-Unis et l'Otan étendent au monde la stratégie Rumsfeld/Cebrowski de destruction des structures étatiques des pays non-intégré à la globalisation économique. Pour ce faire, ils utilisent les Européens auxquels ils font croire à une prétendue « menace russe ». Ce faisant, ils encourent le risque de provoquer une guerre générale.

Manlio Dinucci - Le président roumain, Klaus Iohannis, déclare ouvertes les manœuvres de l'Otan « Bouclier de la mer 2019 ».

Tous contre tous : c'est l'image médiatique du chaos qui fait tâche d'huile sur la rive sud de la Méditerranée, de la Libye à la Syrie. Situation devant laquelle même Washington semble impuissant. En réalité Washington n'est pas l'apprenti sorcier incapable de contrôler les forces mises en mouvement. C'est le centre moteur d'une stratégie —celle du chaos— qui, en démolissant des États entiers, provoque une réaction en chaîne de conflits à utiliser selon l'antique méthode du « diviser pour régner ».

Sortis vainqueurs de la Guerre froide en 1991, les USA se sont auto-proclamés « le seul État avec une force, une portée et une influence en toute dimension —politique, économique et militaire— réellement mondiales », se proposant d' « empêcher qu'une quelconque puissance hostile ne domine une région — l'Europe Occidentale, l'Asie Orientale, le territoire de l'ex-Union Soviétique et l'Asie Sud-Occidentale (le Moyen-Orient)— dont les ressources suffiraient à générer une puissance mondiale ».

Depuis lors les États-Unis et l'Otan sous leur commandement ont fragmenté ou démolé par la guerre, un à un, les États considérés comme un obstacle au plan de domination mondiale —Irak, Yougoslavie, Afghanistan, Libye, Syrie et autres— tandis que d'autres encore (parmi lesquels l'Iran et le Venezuela) sont dans le viseur.

Entre dans la même stratégie le coup d'État en Ukraine sous conduite des USA et de l'Otan, afin de provoquer en Europe une nouvelle Guerre froide pour isoler la Russie et renforcer l'influence des États-Unis en Europe.

Pendant qu'on concentre l'attention politico-médiatique sur le conflit en Libye, on laisse dans l'ombre le scénario de plus en plus menaçant de l'escalade de l'Otan contre la Russie. Réseau Voltaire 16 avril 2019

Sur l'Union européenne.

L'Union européenne, c'est le régime supranational-socialiste.

- Un citoyen de l'Union européenne sur six était en situation de pauvreté en 2017, selon l'Insee - franceinfo 16.04

Premier enseignement de cette étude : elle précise les fortes disparités à l'intérieur de l'Union européenne. En effet, le niveau de vie moyen annuel est de 3 060 euros en Roumanie, contre 41 560 au Luxembourg. La France se situe un peu au-dessus de la moyenne européenne (située à près de 20 000 euros), avec 25 610 euros annuel par habitant.

Ces disparités se constatent également si on observe la pauvreté monétaire, qui correspond aux habitants dont les revenus sont inférieurs à 60% du revenu médian de leur pays. Cela concerne 17,3% de la population européenne (soit 87 millions de personnes) mais les chiffres font le grand écart : de 9,7% de Tchèques touchés, on passe à 25,3% en Roumanie. La France se classe en 6e position des taux les plus bas. En revanche, il est possible de retrouver une pauvreté monétaire conséquente dans des pays au niveau de vie élevé, comme au Luxembourg par exemple.

Si la mesure de la pauvreté monétaire permet de constater de fortes différences entre pays de l'UE, "l'amplitude des écarts entre les taux de pauvreté monétaire est bien inférieure à celle observée pour les taux de privation matérielle et sociale", précise cependant l'Insee. La privation matérielle et sociale est évaluée via un questionnaire et mesure la part de la population qui ne parvient pas à couvrir certaines dépenses (loyer, factures, chauffage, vacances...).

L'écart est frappant : seuls 3% de la population suédoise sont touchés contre 50% en Roumanie. Plus généralement, cette privation est plus fréquente dans les pays les moins aisés. Ainsi, on peut distinguer une fracture géographique au sein de l'UE : "Le taux de privation matérielle et sociale de l'Europe du Nord et de l'Ouest est inférieur de moitié à celui de l'Europe du Sud et de l'Est", écrivent Julien Blasco et François Gleizes dans leur étude. Par exemple, 37,5% des citoyens européens affirment ne pas pouvoir faire face à une dépense inattendue, contre 31,9% dans l'Europe de l'Ouest et du Nord et 44,2% dans l'Europe du Sud et de l'Est.

En effet, beaucoup de pays ont vu leurs taux de pauvreté augmenter entre 2007 et 2012, du fait de la crise économique. De la même manière, alors que le taux de privation matérielle est reparti à la baisse en 2013 dans un grand nombre de pays, ils ont été nombreux à voir leur pauvreté monétaire augmenter jusqu'en 2016.

Dans la majorité des pays de l'UE, on constate que "les populations exposées à l'un ou l'autre type de pauvreté sont relativement similaires du point de vue du statut d'activité, de la profession et de la

configuration familiale". Ainsi, les familles monoparentales ont trois fois plus de chances d'être touchées par la pauvreté et les chômeurs quatre fois plus. De la même manière, les indépendants et les agriculteurs sont plus sujets à la pauvreté monétaire qu'à la privation matérielle et sociale. Les 16-24 ans sont eux plus exposés à la pauvreté monétaire. De la même manière, les personnes touchées par la privation matérielle et sociale ont "un niveau de vie bien inférieur à celui du reste de la population".

L'étude réalisée par Julien Blasco et François Gleizes permet aussi d'avoir une idée plus fine de la notion de pauvreté dans chaque pays. En effet, elle révèle que, selon la définition de pauvreté retenue, les résultats peuvent différer. Concrètement, cela signifie qu'une partie de la population européenne peut gagner plus de 60% du revenu médian et ne pas pouvoir se payer une semaine de vacances par an hors de son domicile. Ainsi, en Estonie la pauvreté monétaire est beaucoup plus élevée que la privation sociale et matérielle alors que c'est l'inverse en République Tchèque. Au sein même d'un pays, on peut retrouver ces divergences. Par exemple, les retraités en France ont le taux de pauvreté monétaire le plus bas d'Europe du Nord et de l'Ouest mais la plus forte privation matérielle et sociale. Généralement, "la part de personnes en situation de privation matérielle et sociale semble être largement déterminée par la richesse du pays", affirme l'étude.

"Au sein d'un même pays, les populations pauvres définies par ces deux indicateurs ne se recoupent que partiellement", explique également l'Insee. Cependant, certains citoyens européens cumulent ces deux handicaps : ils sont 5,5% en France, 10% en Finlande et un peu plus de 33% en Roumanie. franceinfo 16.04

LVOG - Ceci explique cela, n'est-ce pas ? Quoi ? Vous savez très bien de quoi il s'agit.

- Élections européennes : Juncker promet de lutter contre la désinformation - L'Express.fr 23.04

Le président de la Commission européenne "répondra" aux pays qui travestissent la réalité de l'UE. La Hongrie, en conflit latent avec Jean-Claude Juncker, semble visée. L'Express.fr 23.04

Comme prévu, ils relances le traité de libre échange USA-UE (TTIP)

- Commerce: Feu vert des membres de l'UE aux négociations avec les USA -

Les Etats membres de l'Union européenne ont donné leur accord définitif à l'ouverture de négociations commerciales avec les Etats-Unis, malgré l'opposition de la France à cette initiative.

Les gouvernements européens ont voté lundi à une écrasante majorité en faveur du mandat de négociations proposé par la Commission européenne. Seule la France a voté contre, tandis que la Belgique s'est abstenue.

La commissaire au Commerce, Cecilia Malmström, s'est dite convaincue de pouvoir parvenir à un accord avec Washington avant la fin du mandat du président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, le 31 octobre prochain.

Elle doit prendre contact avec le représentant américain au Commerce Robert Lighthizer.

"Je pense que cela peut aller assez vite. Nous sommes absolument déterminés à faire tout ce qui est en notre pouvoir pour terminer (les négociations) pendant la Commission Juncker", a-t-elle déclaré.

Les Etats-Unis sont les premiers partenaires commerciaux de l'Union européenne et inversement. Les échanges entre les deux entités représentent 30% du commerce mondial.

Selon des diplomates, l'Allemagne est à l'inverse pressée de voir les négociations démarrer pour tenter de mettre ses constructeurs automobiles à l'abri d'une hausse des droits de douane aux Etats-Unis, dont Donald Trump a plusieurs fois brandi la menace. Reuters 15 avril 2019

Quand l'oligarchie anglo-saxonne dicte sa loi au monde entier.

- De nouvelles sanctions américaines contre La Havane - Reuters 18 avril 2019

Le conseiller américain à la sécurité nationale, John Bolton, a dévoilé mercredi un nouvelle série de sanctions visant Cuba. Reuters 18 avril 2019

- Syrie : l'oncle de Bachar al-Assad va être jugé en France - Le Parisien 18 avril 2019

- Pétrole iranien : la Turquie et la Chine déplorent le retour des sanctions - euronews 23.04

LVOG - La réaction de l'Inde dépendra du résultat des élections générales qui ont lieu en ce moment, qui sera connu le 23 mai.

DEUXIEME PARTIE

Qui a dit ?

- Je suis "sidéré" devant un "immense malheur". "La cathédrale de Notre-Dame incarne quelque chose de l'avancée multiséculaire de l'esprit humain (...) Notre-Dame c'était le lieu où les Français se sont retrouvés en toute circonstance quelle que soit leur foi (...) Ce bâtiment est un membre de notre famille à tous"

Réponse d'un bénitier en famille (LREM, LR, PS, RN, etc.) : Jean-Luc Mélenchon.

LVOG - La nostalgie de l'esclavagisme féodal ou monarchique valait bien l'union nationale, l'occasion était trop belle pour que cet illusionniste la loupe ! Travailleurs, camarades, votez LFI si vous croyez aux miracles !

Macron a loupé sa vocation.

- Jean-Louis Georgelin, un général pour "reconstruire" Notre-Dame - AFP 18 avril 2019

Nommé mercredi "Monsieur reconstruction" de la cathédrale Notre-Dame, le général d'armée (cinq étoiles) Jean-Louis Georgelin, 70 ans... AFP 18 avril 2019

Ne vous excusez pas, LREM et RN sont compatibles, voilà tout.

- Loiseau, sur une liste d'extrême droite dans sa jeunesse, n'a "pas perçu" sa couleur politique - AFP 23.04

LVOG - Vous comprenez comment on peut se retrouver un jour avec un gouvernement d'extrême droite...

La France, un pays en guerre dans l'indifférence générale.

- La France et les Émirats bombardent la Libye - Réseau Voltaire 19 avril 2019

Des drones français et des avions émiratis bombardent, depuis le 4 avril 2019, les forces du Gouvernement d'union nationale libyen de Fayez el-Sarraj (soutenues par les Nations unies).

La France est prétendument neutre en Libye et œuvre à réconcilier les différentes parties,... quoique ses forces spéciales appuient le général Khalifa Haftar.

Officiellement, la France n'a pas de drones armés. Cependant, elle a acheté, en 2013 aux États-Unis, 16 drones MQ-9 Reaper. Elles les a armés, en début d'année, en signant un accord avec General Atomics pour des missiles AGM-114 Hellfire.

De leur côté, les Émirats arabes unis ont installé une base à al-Khadim où, selon Jane's qu'ils ont armé de six IOMAX AT-802i BPA états-uniens, deux drones chinois CAIG Wing Loong, et deux hélicoptères états-uniens UH-60 Black Hawk.

Il semble que ce soient les Émirats qui ont bombardé Wadi al-Rabi'a et Tajoura. Réseau Voltaire 19 avril 2019

- Des armes françaises sont bien utilisées au Yémen, selon une note "confidentiel Défense" - Franceinfo 15 avril 2019

"Je n'ai pas connaissance du fait que des armes [françaises] soient utilisées directement au Yémen", affirmait la ministre des Armées, Florence Parly le 20 janvier 2019, sur France Inter. Et pourtant : elles sont présentes sur terre, sur mer et dans les airs, si l'on en croit un rapport de 15 pages classé "confidentiel Défense" de la Direction du renseignement militaire (DRM), daté du 25 septembre 2018, révélé par Disclose et la cellule investigation de Radio France.

Ce document précise que des armes françaises vendues à l'Arabie saoudite et aux Émirats arabes unis, sont bien utilisées dans la guerre que mènent les deux pays au Yémen, contre les rebelles houthis, une minorité chiite soutenue par l'Iran.

Chars Leclerc, obus flèche, Mirage 2000-9, radar Cobra, blindés Aravis, hélicoptères Cougar et Dauphin, frégates de classe Makkah, corvette lance-missiles de classe Baynunah ou canons Caesar : dans cette note, le renseignement militaire français établit une liste détaillée de l'armement fourni aux Saoudiens et aux Émiriens qui serait impliqué dans le conflit.

Ce document confidentiel intitulé "Yémen - Situation sécuritaire" a été transmis au chef de l'État, Emmanuel Macron, à Matignon, mais aussi à la ministre des Armées, Florence Parly, et au ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, lors du conseil de défense restreint consacré à la guerre au Yémen, qui s'est tenu le 3 octobre 2018, à l'Élysée.

Il vient contredire la version des autorités françaises d'une situation "sous contrôle" et d'une utilisation uniquement "défensive" de l'armement français au Yémen.

Depuis le début de la guerre, une batterie de canons Caesar est déployée le long de la frontière saoudo-yéménite. Fabriqué à Roanne (Loire) par l'entreprise Nexter, détenue à 100% par l'État français, le canon Caesar, monté sur un châssis de camion, peut tirer six obus par minute, dans un rayon de 42 kilomètres. La Direction du renseignement militaire précise que ces canons déployés le long de la frontière avec le Yémen sont au nombre de "48", ajoutant qu'ils "appuient les troupes loyalistes, épaulées par les forces armées saoudienne, dans leur progression en territoire yéménite". Autrement dit : les tirs de canons français ouvrent la voie pour les blindés et les chars déployés au Yémen.

Donc pas uniquement dans le cadre d'une action défensive.

S'appuyant sur une carte baptisée "Population sous la menace des bombes", le renseignement militaire français estime par ailleurs que "436 370 personnes" sont "potentiellement concernée par de possibles frappes d'artillerie." Y compris donc par les tirs de canons français.

Bien qu'étant informé de ces risques, l'État français poursuit ses livraisons. Ainsi, 147 canons devraient être expédiés vers le royaume saoudien d'ici 2023. Disclose a remonté la piste d'une de ces livraisons expédiée en septembre 2018 : 10 canons Caesar chargés depuis le site de production de Nexter à Roanne (Loire). Direction : Le Havre. Avant d'être embarqués dans les cales du Bahri Jazan, un cargo de la compagnie saoudienne Bahri. Le navire lève l'ancre le 24 septembre 2018, puis arrive à destination 19 jours plus tard, dans le port de Jeddah, en Arabie saoudite.

Par ailleurs, toujours selon nos informations, un contrat secret baptisé ARTIS, signé en décembre 2018, par Nexter avec l'Arabie saoudite, prévoit la livraison de véhicules blindés Titus (la dernière génération des blindés Nexter), mais aussi de canons tractés 105LG.

Ces informations contredisent là encore la version officielle des autorités françaises. Interrogée le 20 janvier 2019 sur France Inter, Florence Parly affirmait : "Nous n'avons récemment vendu aucune arme qui puisse être utilisée dans le cadre du conflit yéménite." Après avoir dit trois mois auparavant le 30 octobre 2018, sur BFM TV : "Nous n'avons pas de négociations avec l'Arabie saoudite."

L'équipement français fourni à la coalition engagée au Yémen ne s'arrête pas là. Il concerne aussi les chars de combat. "À ma connaissance, les équipements terrestres vendus à l'Arabie saoudite sont utilisés non pas à des fins offensives mais à des fins défensives, à la frontière entre le Yémen et l'Arabie saoudite", expliquait la ministre des Armées, le 4 juillet 2018, devant la Commission de la Défense nationale.

La note de la Direction du renseignement militaire datée du 25 septembre 2018 indique pourtant, là encore, que le char Leclerc, vendu dans les années 90 aux Émirats arabes unis, est bien utilisé sur le champ de bataille au Yémen.

Pour le comprendre, il faut entrer dans le détail de cette note de 15 pages. Si la DRM écrit qu'"aucun élément ne permet de conclure à la présence de matériel français sur les fronts actifs" du conflit, elle précise plus loin que de l'armement français se retrouve bien dans certaines zones de cette guerre.

Selon le renseignement militaire, 70 chars de combat Leclerc sont ainsi mobilisés dans le cadre d'un "engagement principalement défensif". "Dans le cadre des opérations loyalistes et de la coalition vers la ville portuaire d'al-Hudaydah, les Leclerc émiriens ne sont pas observés en première ligne", peut-on lire. Mais le document ajoute cette précision d'importance : "Ils sont néanmoins déployés sur l'emprise d'al-Khawkhah, à 115 kilomètres d'al-Hudaydah."

Sur une carte intitulée "Matériels terrestres de la coalition au Yémen", la DRM identifie quatre zones du Yémen où des chars français sont présents : à al-Khawkhah et Mocha, deux localités le long de la Mer rouge, ainsi qu'à Ma'rib, à l'intérieur du pays, et à Aden ; dans ces deux derniers cas, la DRM se fait plus prudente en notant : "Leclerc possible".

Dans un tableau récapitulatif, le renseignement militaire français écrit au sujet de ces chars Leclerc ont pu être observés "au Yémen et déployé en position défensive", ou pour certains "en attente de déploiement au Yémen".

D'après les recherches effectuées par Disclose à partir d'images tournées sur les lignes de front, puis recoupées par des vues satellites, les chars Leclerc ont participé à plusieurs grandes offensives de la coalition, à l'image de l'assaut qui s'est déroulé entre juin et décembre 2018 sur la côte ouest. En novembre 2018, les chars français sont au cœur de la bataille d'Al-Hodeïda qui a fait 55 victimes civiles, selon l'Acled.

Quant aux munitions, "les [chars] Leclerc n'emploieraient que des munitions françaises, les munitions chinoises n'ayant pas été qualifiées", estime le renseignement français : des "obus flèches et [des] obus explosifs." "La maintenance des véhicules émiriens, dont les Leclerc, est réalisée, après rapatriement par mer, aux EAU [Émirats arabes unis]", précise encore la note.

Le renseignement français reconnaît aussi ses limites. À plusieurs reprises, la DRM admet qu'elle ne dispose d'"aucune information sur [l']emploi au Yémen ou à la frontière saoudo-yéménite" de "mortier de 120 mm" ou de "missile[s] antichar Milan 3" de fabrication française. Dans un passage consacré aux "unités blindées mécanisées appuyées par l'artillerie", la DRM écrit qu'elle n'est "pas en mesure d'évaluer de manière précise le dispositif saoudien actuel à la frontière, du fait d'un manque de capteurs dans la zone."

Un système de guidage laser français

Dans cette guerre, ce sont les attaques aériennes qui sont les plus meurtrières. "Ryad conduit depuis mars 2015 une campagne de frappes aériennes massive et continue contre les territoires tenus par la rébellion houthie au Yémen : elle réalise en moyenne 120 sorties aériennes quotidiennes", écrivent les analystes du renseignement militaire français. Depuis 2015, la coalition aurait "réalisé environ 24 000 frappes, dont 6 000 au cours de l'année 2018", précise la DRM.

"Nous ne fournissons rien à l'armée de l'air saoudienne. Il vaut mieux que les choses soient dites de manière définitive pour éviter qu'il y ait de la répétition sur le sujet", affirmait le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, devant la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale, le 13 février 2019.

Pourtant, quatre mois plus tôt, la note de la DRM, adressée notamment au cabinet du ministre, précise que certains avions de chasse saoudiens sont bien équipés du dernier cri de la technologie française en matière de guidage laser : le pod Damoclès, fabriqué par Thales. Fixé sous les avions de combat, ce dispositif permet aux pilotes de guider tous les types de missiles, y compris le missile américain Raytheon qui, selon une enquête de la chaîne CNN, a tué 12 enfants et trois adultes yéménites, le 20 septembre 2016, dans le district d'Al-Mutama, dans le nord du Yémen.

Cette technologie française figure dans un tableau de la DRM intitulé : "Principaux matériels saoudiens engagés dans le cadre du conflit yéménite", même si le document nuance plus loin : "pourrait être employé au Yémen".

Les pods Damoclès équipent aussi des avions de combat émiriens vendus par la France, comme le Mirage 2000-9 au sujet duquel la DRM n'a aucun doute : il "opère au Yémen" (sans préciser avec quel missile) depuis une base militaire, en Erythrée.

Des éléments confirmés par un rapport britannique de la Chambre des communes qui a enquêté sur les licences d'exportation de composants de pods Damoclès à destination de l'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis.

Mais la liste ne s'arrête pas là. L'hélicoptère de transport d'assaut AS-532 A2 Cougar chargé du transport des troupes saoudiennes fait également partie du matériel militaire français utilisé au Yémen, tout comme l'avion ravitailleur A 330 MRTT, capable de ravitailler en kérosène plusieurs chasseurs de la coalition en même temps.

"C'est la priorité de la France que la situation humanitaire s'améliore et que l'aide humanitaire puisse passer", déclarait la ministre des Armées, Florence Parly, le 30 octobre 2018, sur BFM TV.

Pourtant, là encore si l'on en croit la note, deux navires de fabrication française "participe[nt] au blocus naval" de la coalition. Ce qui empêche l'aide humanitaire de nourrir et de soigner 20 millions de Yéménites. Selon le document, la frégate saoudienne de classe Makkah (Naval Group) et la corvette lance-missiles émiratie de classe Baynunah (Constructions Mécaniques de Normandie, CMN), participent à ce blocus. La corvette Baynunah appuierait même "des opérations terrestres menées sur le littoral yéménite", précise le renseignement militaire. Autrement dit : des bombardements sur la côte.

Une troisième frégate al-Madinah de fabrication française a également participé à ce blocus, estime la DRM, avant d'être la cible d'une attaque des rebelles houthis, en janvier 2017.

Officiellement, les navires saoudiens et émiratis font respecter l'embargo de l'ONU sur les armes à destination des Houthis en inspectant les chargements suspects. Mais tout porte à croire qu'ils bloquent l'accès à la nourriture, au carburant et aux médicaments, dans ce qui peut s'apparenter à une véritable stratégie militaire.

Une situation qui peut constituer "un crime de guerre" selon le groupe d'experts des Nations unies qui a enquêté sur place. "Le risque juridique existe, c'est clair et net", affirmait en février 2019 le président de ce groupe d'experts, Kamel Jendoubi, à la cellule investigation de Radio France.

Interrogé sur le sujet en janvier 2019, Naval Group nous précisait qu'en tant qu'industriel son action s'inscrit dans le strict cadre de la réglementation française en matière de vente d'armes à l'exportation.

Fin 2017, les Émirats arabes unis ont acquis deux corvettes françaises Godwind 2500. "Ce contrat vient consolider notre relation en matière navale et compléter une coopération très forte ces dernières années sur toutes les armes", déclarait le président français, Emmanuel Macron, lors de sa visite officielle à Abou Dabi, le 9 novembre 2017.

Depuis 2014, la France est signataire du Traité sur le commerce des armes (TCA) qui contraint le gouvernement français à "n'autoriser aucun transfert d'armes" dès lors que celles-ci pourraient servir à commettre "des attaques contre les civils ou des biens de caractère civil (...) ou d'autres crimes de guerre". "Nous sommes complètement fidèles dans les ventes d'armes au traité du commerce international des

armes que nous respectons totalement", affirmait le ministre de l'Europe et des affaires étrangères Jean-Yves Le Drian, devant la Commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, le 13 février 2019.

La note de la Direction du renseignement militaire fissure désormais cette version officielle.

Après avoir contacté la présidence de la République, Matignon, le ministère des Armées ainsi que le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, nous avons reçu une réponse du cabinet du Premier ministre "au titre de la CIEEMG [Commission interministérielle pour l'exportation du matériel de guerre] placée auprès de Matignon". Le cabinet du Premier ministre, Edouard Philippe, explique que les "exportations de matériels militaires" avec l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis "ne se sont pas interrompues en bloc après 2015, mais [que] leur autorisation au cas par cas fait naturellement l'objet d'une vigilance renforcée."

Matignon précise que "la coalition arabe lutte aussi contre Daech et al-Qaïda dans la Péninsule arabique, qui sont présents au Yémen et qui représentent une menace pour notre propre sécurité" et que "des actions offensives sont régulièrement menées depuis le Yémen vers le territoire de nos partenaires de la région."

"Les risques pour les populations civiles sont évidemment en tête des critères d'examen pris en compte [dans l'exportation de matériel de guerre]", ajoute le cabinet du Premier ministre, insistant sur "l'importance que les armées [françaises] accordent au droit international humanitaire dans la conduite de nos opérations. Ce sont des exigences que nous faisons valoir auprès de nos partenaires émiriens et saoudiens, auxquels incombent la responsabilité de les respecter."

"À notre connaissance, les armes françaises dont disposent les membres de la coalition sont placées pour l'essentiel en position défensive, à l'extérieur du territoire yéménite ou sur des emprises de la coalition, mais pas sur la ligne de front, conclut Matignon. Nous n'avons pas connaissance de victimes civiles résultant de leur utilisation sur le théâtre yéménite."

L'enquête de Disclose est publiée sur le site Made in France. Disclose est un média d'investigation à but non lucratif dont la cellule investigation de Radio France est partenaire. Franceinfo 15 avril 2019

- Les États-Unis et la France sont co-responsables de la famine au Yémen - Réseau Voltaire 16 avril 2019

Une note du Renseignement militaire français, datée d'octobre 2018, atteste que des armes françaises sont très largement utilisées par l'Arabie saoudite contre le Yémen. Il s'agit de « chars Leclerc, obus flèche, Mirage 2000-9, radar Cobra, blindés Aravis, hélicoptères Cougar et Dauphin, canons Caesar... ».

Les cartes de cette note ont été présentées au président Emmanuel Macron lors d'un conseil restreint de Défense à l'Élysée, le 3 octobre 2018.

Ce document, révélé par Disclose le 15 mars 2019, s'ajoute aux révélations du Figaro qui, le 16 juin 2018, avait confirmé la présence des Forces spéciales françaises aux côtés de l'armée saoudienne, lors de la bataille d'Hodeïda.

Le gouvernement français persiste pourtant à prétendre que ses armes et ses troupes ne participent pas aux opérations offensives, mais se trouvent uniquement en position défensive à la frontière saoudienne.

Aux États-Unis, le représentant démocrate Bernie Sanders est parvenu, le 13 mars 2019, à faire voter par sa chambre un texte de loi interdisant toute participation de son pays dans la guerre au Yémen. Ce texte, qui avait déjà été adopté dans les mêmes termes par le Sénat avant les élections de mi-mandat, devrait être confirmé par le nouveau Sénat. La Maison-Blanche a annoncé que le président Trump y opposera son veto.

La stratégie choisie par l'état-major commun israélo-saoudien (auquel les Émirats arabes unis, les États-Unis et la France sont associés) prévoit désormais de vaincre en affamant la population yéménite.

Au moins un tiers des cibles de cette coalition sont civiles et non pas militaires. Ces attaques, conduites par Riyad, ont déjà provoqué la mort par la faim d'au moins 50 000 enfants. Réseau Voltaire 16 avril 2019

Quand voter est devenu le devoir du condamné.

- "*Je suis venue faire mon devoir en votant*"

(Pavlina Gosheva, 53 ans, infirmière à Skopje en Macédoine du Nord.)

Après un ex-cow-boy, un clown, un acteur de télé-réalité, un produit de marketing : Un comédien...

- Comédie à l'ukrainienne - Le Parisien 23.04

Cela pourrait ressembler à une farce, mais ce n'est pas le cas. Les Ukrainiens ont bel et bien élu comme président un comédien. Le Parisien 23.04

- Ukraine : le comédien Zelensky élu président avec 73% des voix L'Express.fr 21.04

Le comédien novice en politique Volodymyr Zelensky a remporté ce dimanche une victoire écrasante à la présidentielle en Ukraine face au président sortant Petro Porochenko, reflétant l'ampleur de la défiance des électeurs à l'égard du pouvoir en place, selon un sondage sortie des urnes.

L'humoriste de 41 ans a obtenu 73,2% des suffrages au second tour de la présidentielle contre 25,3% pour son rival de 53 ans, selon ce sondage réalisé à la sortie des bureaux de vote par le consortium "Exit Poll National" réunissant trois instituts. L'Express.fr 21.04

- Présidentielle en Macédoine du nord: faible participation, second tour indécis - AFP 22 avril 2019

Les candidats de droite et de gauche, s'affronteront dans un second tour indécis à la présidentielle en Macédoine du nord le 5 mai, à l'issue d'un premier tour marqué dimanche par une participation historiquement faible, signe de la défiance des citoyens de ce pays des Balkans.

L'accord historique avec la Grèce qui a entraîné le changement de nom du pays en "Macédoine du nord", a suscité l'enthousiasme de l'Occident. Beaucoup moins celui des 1,8 million d'électeurs, puisque selon la commission électorale, à peine plus de quatre sur dix se sont déplacés (41%), le plus faible taux depuis l'indépendance de l'ex-République yougoslave en 1991.

Après le dépouillement de la quasi totalité des bulletins, Stevo Pendarovski, 56 ans, soutenu par les sociaux-démocrates au pouvoir (SDSM), et la candidate de l'opposition de droite Gordana Siljanovska-Davkova, 62 ans, sont au coude à coude (42,63% et 42,39%)

Celui qui finira en tête dans deux semaines n'est toutefois pas assuré de succéder au nationaliste Gjorge Ivanov, adversaire résolu du changement de nom qui ne pouvait se représenter après deux mandats à ce poste largement honorifique.

Il faudra en effet atteindre encore la barre de 40% de participation, quorum requis pour valider le scrutin.

Un échec sur ce point plongerait le pays balkanique dans l'incertitude politique.

Mais le débat sur le nom ne suffit plus à mobiliser des électeurs usés par le marasme économique, la corruption, le népotisme et le clientélisme.

Mais les préoccupations des électeurs sont plus prosaïques: le taux de chômage officiel dépasse les 20%, le salaire moyen stagne à 400 euros, et l'émigration, notamment de la jeunesse, s'apparente à un exode. AFP 22 avril 2019

En famille.

- Législatives en Finlande : vers une coalition gauche-droite pour écarter l'extrême droite - AFP 15 avril 2019

La percée des Vrais Finlandais aux législatives de dimanche en Finlande devrait conduire à une grande coalition gauche-droite menée par les sociaux-démocrates arrivés en tête, afin de tenir le parti d'extrême droite à l'écart du pouvoir.

Vingt ans après leur dernière victoire aux législatives en 1999, les sociaux-démocrates ne devancent que d'une très courte tête leur adversaire eurosceptique, dans un contexte de montée des partis nationalistes en Europe à un mois des européennes.

Conduits par l'ancien ministre des Finances et probable futur Premier ministre Antti Rinne, les sociaux-démocrates obtiennent 40 sièges sur 200 au Parlement et les Vrais Finlandais 39, selon les résultats définitifs. Seulement 0,2 point sépare les deux partis.

Dans un entretien avec l'AFP, Antti Rinne envisage "des possibilités de travailler au côté du Parti de la coalition nationale" ou "le Parti du centre" du Premier ministre sortant Juha Sipilä, arrivé quatrième dimanche, même s'il a pris position pendant la campagne contre les mesures de rigueur imposées par ce dernier.

"Un paysage politique fragmenté rend plus difficile la formation d'un gouvernement et les pays deviennent plus difficiles à diriger. Lorsque les populistes gagnent, l'UE devient aussi plus difficile à gouverner", a-t-il déclaré à la télévision publique Yle.

La Finlande, qui pratique le scrutin proportionnel, a une culture politique du consensus qui porte au pouvoir des coalitions hétéroclites.

Pour Mme Korpinen, la Finlande se dirige donc vers une alliance gauche-droite composée des sociaux-démocrates, du Parti de la coalition nationale (38 sièges), mais aussi des Verts (20 sièges), de l'Alliance de gauche (16 sièges) et du parti populaire suédois (libéraux, 9 sièges).

Le pays nordique se retrouverait, selon la chroniqueuse, dans une situation similaire à celle qu'il a connue entre 2011 et 2014 sous la houlette du conservateur Jyrki Katainen. Alors chef d'une coalition gauche-droite qui a compté jusqu'à six partis, M. Katainen avait été désavoué en 2014 face à son absence de résultats.
AFP 15 avril 2019

LVOG - Dans de plus en plus de pays, ce sont des coalitions qui sont obligées de gouverner parce qu'aucun parti de l'ordre ou ses suppléants ne parviennent à obtenir suffisamment de voix pour gouverner seul.

On peut donc en déduire qu'en haut ils ne peuvent plus gouverner comme avant, ce qui caractérise une crise politique, mais comme en bas la majorité continue encore de vivre comme avant au lieu que cette crise politique se transforme en crise révolutionnaire et se radicalise à gauche ou à l'extrême gauche, elle se radicalise à droite ou à l'extrême droite.

Après voter ne sert à rien, une autre découverte qui dure... depuis plus de 90 ans.

- Le congrès de la CGT en route vers un basculement conforme à l'idéologie dominante ? - 20 avril 2019

Jean-Pierre Page, ancien responsable du département international de la CGT, et Pierre Lévy, ancien responsable CGT au sein d'un groupe de la métallurgie.

La CGT s'apprête à tenir son congrès confédéral. Sur nombre de points, le document préparatoire tourne le dos à des principes majeurs qui ont fondé son existence et son action.

Certes, des abandons, des révisions et des reculs avaient déjà été opérés depuis deux décennies. (Seulement ? - LVOG) Mais les actuelles propositions marquent désormais un véritable basculement.

En réalité, la CGT ne manque pas de forces, d'intelligence et d'esprit critique pour résister à cette dérive en forme de rupture. (Si c'était le cas, cela se saurait depuis le milieu des années 20. - LVOG) Et pour renouer

avec la cohérence des combats pour la justice sociale, la paix, et pour un véritable internationalisme. (Ne parlez pas de ce que vous ignorez. - LVOG) 20 avril 2019

La liquidation du système de retraite par répartition et la privatisation du système des retraites qualifiée de "reculs des droits".

- Force ouvrière claque la porte des concertations sur les retraites - Reuters 18 avril 2019

Force ouvrière, le troisième syndicat de France, a annoncé mercredi qu'il suspendait sa participation aux concertations sur la réforme des retraites pour ne pas "cautionner de nouveaux reculs des droits".

Yves Veyrier dit refuser "une réforme des retraites mettant à bas l'existant pour un système universel à points, refus qui nous a conduits aujourd'hui à stopper notre participation à la concertation, ne voulant pas cautionner de nouveaux reculs des droits".

Force ouvrière avait dès le début des concertations au printemps 2018, fait connaître son opposition à la mise en place d'un système unique en points, tel qu'annoncé par le président de la République. Reuters 18 avril 2019

Qui a dit ?

- «*Nous avons menti, nous avons triché, nous avons volé*».

Réponse : Le secrétaire d'État américain, Mike Pompeo, au cours de son intervention devant les étudiants de l'université A&M du Texas, évoquant son expérience au poste de directeur de la CIA de 2017 à 2018.

LVOG - Assassinier, fomenter des guerres, participer à tous les coups tordus possibles et inimaginables contre la démocratie, etc. inutile de l'avouer puisque c'est dans la nature de la CIA.

- «*Israël est un Etat d'apartheid*»

Réponse : Gérard Araud qui a quitté la fonction d'ambassadeur de France aux Etats-Unis qu'il exerçait depuis 2014.

- « [Les Israéliens] ne feront pas d'eux [les Palestiniens] des citoyens d'Israël, a expliqué l'ancien diplomate de 66 ans, qui a représenté la France dans ce pays du Proche-Orient de 2003 à 2006. Donc ils vont devoir officialiser la situation qui est, nous le savons, une situation d'apartheid. »

« Le problème est que la disproportion de pouvoir est telle entre les deux parties que la plus forte peut conclure qu'elle n'a aucun intérêt à faire des concessions, a souligné celui qui avait pris ses fonctions en 2014. Le statu quo est extrêmement confortable pour Israël. » leparisien.fr 22.04

LVOG - Cela vaut également entre les Etats-Unis et ses vassaux.

Cela doit être la fréquentation des sionistes qui lui a inspiré cette sortie.

- "Nous pouvons pardonner" la Shoah, juge le président brésilien Jair Bolsonaro - L'Express.fr 15 avril 2019

Après avoir déclaré que le nazisme était "sans aucun doute" de gauche, le président brésilien suscite à nouveau la polémique à la suite de propos déplacés sur la Shoah.

Jeudi, le chef d'État d'extrême droite a estimé devant un parterre de pasteurs évangéliques que "nous pouvons pardonner, mais nous ne pouvons pas oublier" la Shoah. L'Express.fr 15 avril 2019

LVOG - Ils n'arrêtent pas de nous emmerder avec l'antisémitisme et la Shoah, si Éric de Rothschild n'était pas le président de la Fondation de Rothschild et du Mémorial de la Shoah (source : Wikipédia), on se demanderait d'où cela pourrait-il provenir.

Sur la situation au Soudan.

- Le Soudan est passé sous contrôle saoudien - Réseau Voltaire 20 avril 2019

Nous avons appris que le président Omar el-Béchir n'a pas été renversé par le général Ahmed Awad Ibn Auf, comme nous l'avions écrits : celui-ci étant en réalité son beau-frère [1]. Tout cela n'était qu'une mise en scène.

Nul n'a vu le chef d'État en prison. Il semble que lui et sa famille ont été exfiltrés, peut-être en Ouganda, sous la protection des États-Unis (qui officiellement l'accusent de génocide, mais officieusement n'ont jamais cessé de le soutenir).

Le nouveau chef d'État, le général Abdel Fattah Abdelrahmane al-Burhan (photo), —auquel la famille d'Omar el-Béchir a transmis pacifiquement le pouvoir— n'est pas un des principaux leaders militaires, mais il fut le chef des forces soudanaises qui se battent aux côtés des Saoudiens contre les Yéménites.

Désormais le Soudan, qui était sous perfusion économique du Qatar, a été récupéré par l'Arabie saoudite ; une perte supplémentaire pour les Frères musulmans et la Turquie (qui dispose d'une base militaire sur l'île de Suakin). Réseau Voltaire 20 avril 2019

Confirmation.

- L'Arabie saoudite et Abu Dhabi volent au secours du Soudan - LePoint.fr 21 avril 2019

La difficile transition dans laquelle le Soudan semble s'enliser après la destitution du président Omar el-Béchir ne rassure ni l'Arabie saoudite ni les Émirats arabes unis. De quoi les conduire à annoncer ce dimanche le déblocage de trois milliards de dollars. Le soutien saoudo-émirati prend la forme d'un dépôt de 500 millions de dollars à la Banque centrale soudanaise et d'une somme de 2,5 milliards destinée à financer les besoins du peuple soudanais en produits alimentaires, médicaments et produits pétroliers, a indiqué l'agence officielle saoudienne SPA.

Riyad n'a pas précisé s'il s'agissait de dons ou de prêts et s'ils avaient déjà été effectués.

« Conscients de la nécessité d'aider le peuple soudanais frère [...] et en soutien à la République du Soudan, les deux pays [Arabie saoudite et Émirats arabes unis] ont décidé de leur apporter conjointement cette aide », a écrit l'agence. Elle a précisé que le dépôt à la Banque centrale soudanaise était destiné à soutenir la livre soudanaise, à atténuer les pressions qu'elle subit et à stabiliser son taux de change. La valeur de la livre soudanaise s'est fortement renforcée dimanche sur le marché noir, le renversement du président Béchir laissant envisager un afflux de dollars dans ce pays confronté depuis plusieurs années à des pénuries de devises étrangères. Depuis le départ de M. Béchir le 11 avril, la livre soudanaise n'a cessé de se renforcer face au dollar. Dimanche sur les marchés parallèles, elle a bondi face au billet vert, à 45 livres pour un dollar contre 72 livres la semaine dernière. LePoint.fr 21 avril 2019

TROISIEME PARTIE

En Marche vers le totalitarisme.

Le ministre des "casseurs" vous informe.

"Gilets jaunes": les "casseurs" de retour, prévient Castaner - AFP 19.04

Plus de 60.000 policiers et gendarmes seront mobilisés en France samedi pour l'acte 23 des "gilets jaunes", annonce Christophe Castaner, qui affirme que les "casseurs seront à nouveau au rendez-vous". AFP 19.04

LVOG - Il paraît que des policiers vêtus tout de noir comme les Black blocs étaient présents lors des manifestations sans leur brassard, ce qui signifie que rien ne les distinguait, partant de là on peut en déduire ce qu'on veut...

Acte XXIII

Déroulement.

Dans le cadre de l'acte XXIII des "gilets jaunes", dont la mobilisation est repartie à la hausse à Paris, 21.070 contrôles préventifs et 249 interpellations ont été effectués par les forces de l'ordre. 60.000 gendarmes et policiers avaient été mobilisés.

Après plus de cinq mois de mobilisation, des milliers de "gilets jaunes" sont redescendus dans la rue samedi pour un acte 23 marqué par un regain de tension à Paris avant les réponses d'Emmanuel Macron au grand débat, attendues jeudi 25 avril. Selon le ministère de l'Intérieur, le nombre de manifestants a reculé sur l'ensemble du pays (27.900 contre 31.100 la semaine précédente) mais a quasiment doublé dans la capitale (9.000). Selon leurs estimations, les "gilets jaunes" ont comptabilisé plus de 100.000 manifestants en France. Réunies pour lancer un nouvel "ultimatum" à Emmanuel Macron, plusieurs milliers de personnes ont marché à Paris au départ de Bercy, dans le sud-est de la capitale, sous un grand soleil. Les premières échauffourées ont éclaté en début d'après-midi près de Bastille, avant de se concentrer sur la place de la République, point d'arrivée du cortège. Pendant l'après-midi, la place a été régulièrement plongée dans un nuage de gaz lacrymogènes tandis que des manifestants jetaient bouteilles et autres projectiles en direction des forces de l'ordre. Plusieurs enseignes ont été vandalisées, a constaté une journaliste de l'AFP.

A Toulouse, les forces de l'ordre ont tiré les premières grenades lacrymogènes vers 14h30 dans la rue de Metz, non loin de la préfecture, scindant le cortège qui s'est ensuite reconstitué dans la rue d'Alsace-Lorraine. Le défilé, qui compte 3.500 personnes selon la police, a repris dans le calme.

Des centaines de motards avaient ouvert la marche, avec une grande banderole portant l'inscription "Macron démission".

Un cortège de 1.500 à 2.000 manifestants, selon les estimations de Reuters, défilaient à Bordeaux en début d'après-midi depuis la place de la Bourse et en direction de la gare Saint-Jean. Quelques jets de gaz lacrymogène ont été lancés pour empêcher certains "Gilets jaunes" de s'introduire dans le centre, interdit à la manifestation.

Comme pour les semaines précédentes, les forces de police ont mis en place des contrôles préventifs aux péages, sur les autoroutes et sur les routes départementales.

De nombreuses villes de province comme Nantes, Lille, Bordeaux ou encore Toulouse avaient interdit la manifestation dans certaines zones. AFP et Reuters 20.04

- Acte XXIII des gilets jaunes: deux journalistes interpellés - huffingtonpost.fr 21.04

Après de Libération, des journalistes témoins de la scène ont décrit une "interpellation ciblée". Le photoreporter Maxime Reynié raconte que Gaspard Glanz a pris à partie les forces de l'ordre après un projectile évité. "Il s'est énervé et s'est mis à gueuler qu'il voulait voir le commissaire. Ils l'ont bien repoussé, puis deux flics sont revenus pour l'interpeller, en le plaquant au sol. Quand ils l'ont attrapé, on a tous protesté en criant: 'c'est un journaliste', mais ils nous ont ignorés", a-t-il indiqué à CheckNews, le service de vérification du quotidien.

Le parquet a indiqué à Libération que le journaliste a été placé en garde à vue pour "participation à un groupement en vue de commettre des violences ou des dégradations" et "outrage sur personnes dépositaires de l'autorité publique".

L'autre journaliste interpellé est Alexis Kraland. Contributeur occasionnel sur Le HuffPost, le jeune homme est également connu pour sa couverture des conflits sociaux et a déjà eu affaire avec les forces de l'ordre

en marge de manifestations précédentes. Sur Twitter, le photographe Maxime Reynié avait indiqué à la mi-journée l'arrestation du journaliste à la Gare du Nord.

D'autres incidents avec des journalistes ont été signalés ce samedi. Un journaliste du Figaro a publié des images montrant l'un de ses collègues du quotidien conservateur recevoir un coup de pied d'un policier. L'intégralité de la scène a été mise en ligne sur le site du Figaro. Notre reporter sur place était quant à lui "à deux doigts" de recevoir des coups de matraque alors qu'il filmait des échauffourés entre policiers et manifestants.

Cette situation a provoqué l'inquiétude du Syndicat National des Journalistes. "Qu'est-ce qui justifie d'interpeller des reporters, si ce n'est pour les empêcher de travailler?", s'est interrogé le syndicat, appelant le ministre de l'Intérieur et la préfecture de police de Paris à "respecter la liberté d'informer".

Les journalistes ont également reçu le soutien l'Ordre des avocats de Paris. "Le barreau de Paris condamne les arrestations et les agressions de journalistes lors des manifestations d'aujourd'hui. La liberté de la presse, comme celle de manifester, sont fondamentales et doivent être respectée ", a tweeté l'organisation. huffingtonpost.fr 21.04

En complément.

- Irlande du Nord: hommage à la journaliste tuée à Londonderry - AFP 21.04

Des anonymes rendent hommage à la journaliste Lyra McKee, tuée par balle lors d'émeutes à Londonderry, un drame rappelant les heures sombres des "Troubles" qui ont ensanglanté la province britannique. AFP 21.04

-Gilets jaunes : une importante page Facebook désactivée, son administrateur confie sa surprise - RT 19 avr. 2019

La page Facebook nommée «La France en colère - Carte des rassemblements» réunissant 360 000 membres a été désactivée ce 19 avril. Ses administrateurs assurent n'avoir rien laissé passer d'extrême qui puisse justifier cette mesure.

- «Le combat, c'est fini» ? Des Gilets jaunes de retour sur les ronds-points de France - RT 21.04

Loin des rassemblements urbains qui ont marqué le 23e acte de la mobilisation des Gilets jaunes, les actions locales refont surface avec la venue des beaux jours. Plus de cinq mois après le début du mouvement, les ronds-points ont de nouveau la cote.

Des manifestants qui s'essouffent, un mouvement qui faiblit, des actes qui peinent à rassembler... Depuis le début de la mobilisation, les Gilets jaunes n'ont pas toujours bénéficié de l'optimisme des observateurs, médiatiques ou politiques.

Pourtant, plus de cinq mois après son lancement, le mouvement est loin d'avoir disparu, malgré l'accumulation d'éléments dissuasifs à chaque rassemblement : risques physiques, coût des déplacements ou encore mises en garde de l'exécutif.

En dépit de ces freins à la mobilisation, à l'occasion de l'acte 23, entre autres marqué par des tensions à Paris et à Toulouse, des Gilets jaunes ont choisi de reprendre les actions locales, se positionnant notamment sur des ronds-points, lieux emblématiques de la genèse du mouvement. Dès le début de celui-ci, la mobilisation des ronds-points avait rapidement irrité le camp Macron, au sein duquel certains hauts responsables n'avaient pas hésité à faire appel à la manière forte. «Le combat, c'est fini», déclarait ainsi Richard Ferrand au mois de décembre 2018, réclamant l'intervention des forces de l'ordre sur les ronds-points.

Qu'à cela ne tienne, avec le début des beaux jours, des actions locales ont repris sous le soleil, comme en témoignent des publications de la presse quotidienne régionale ainsi que celles d'internautes sur les réseaux sociaux.

Ainsi, dans le département du Nord, des Gilets jaunes se sont par exemple rassemblés sur des ronds-points d'Avesnes-sur-Helpe ou encore de Leers. Dans cette dernière commune de 10 000 habitants, des citoyens vêtus de jaune s'étaient déjà réunis au rond-point de l'Egalité le 18 avril, en amont de l'acte 23, envisageant d'y revenir, chaque samedi soir, après les manifestations à Lille.

Toujours dans le nord de la France, à Glisy, dans la Somme, Le Courrier Picard rapporte qu'«une quarantaine de Gilets jaunes [...] étaient réunis ce samedi» sur l'un des ronds-points occupés pendant des semaines cet hiver. «Ce samedi, pendant que certains distribuaient des tracts aux automobilistes, d'autres, venus en famille, préparaient un barbecue révolutionnaire», décrit le quotidien régional.

Près d'une centaine de Gilets jaunes se sont retrouvés sur le rond-point de Rochefort-sur-Nenon dans le Jura, explique de son côté Le Progrès, qui décrit une ambiance joviale avec «barbecue, kermesse et musique».

A Montbéliard, dans le Doubs, plusieurs dizaines de Gilets jaunes se sont positionnés aux abords du principal rond-point de la zone commerciale du Pied des Gouttes.

Après la destruction de leur cabane par les forces de l'ordre le 17 avril, des Gilets Jaunes de Clermont-Ferrand ont de nouveau réinvesti le rond-point du Brézet, «pacifiquement», précise France-Bleu Auvergne, qui a publié plusieurs photos et vidéos de cette action locale. L'une d'entre elles montre des Gilets Jaunes se regrouper autour du rond-point à l'arrivée de la police. «Les Gilets jaunes ont fait le tour du rond-point en marchant, avant d'effectuer une chaîne humaine», explique l'antenne locale de France Bleu.

Dans le Morbihan, en Bretagne, des Gilets jaunes de Lorient ont réinvesti leur rond-point, comme en témoigne le syndicaliste Gérard Filoche, présent sur place. «Les Gilets jaunes c'est l'avenir, c'est la révolution» a-t-il tweeté.

«Le mouvement des Gilets jaunes du pays de Lorient a repris pied, le mercredi 17 avril 2019» rapportait Ouest-France quelques jours plus tôt.

En Loire-Atlantique, au nord de Nantes, à Orvault, des citoyens vêtus de jaune se sont relayés sur le rond-point du Croisy comme le rapporte le quotidien régional Presse Océan. «On ne lâchera pas, on n'a pas le choix. On informe les gens qui réagissent très bien. On est là pacifiquement», témoigne l'un des participants au rassemblement.

Non loin de Nantes toujours, des Gilets jaunes étaient présents au rond-point de Grandlieu. «Depuis des mois, les gens viennent nous rencontrer, on discute, et il y a un climat de confiance avec les gendarmes» témoigne Philippe, l'un d'entre-eux, comme le rapporte le quotidien régional.

Au sud-ouest de Toulouse, dans la Haute-Garonne, une action locale a été menée sur le rond-point d'Estancarbon, rassemblant quelques dizaines de Gilets jaunes au cours de la journée.

En tout état de cause, si la succession des actes en ville a permis aux Gilets jaunes de maintenir la pression de «la rue» sur le gouvernement, les rassemblements ruraux apportent une image pacifiste à la mobilisation citoyenne, les médias se focalisant régulièrement sur les violences récurrentes qui émaillent les cortèges urbains. RT 21.04

- Gilets jaunes : les hôpitaux ont-ils transmis les noms des blessés au ministère de l'intérieur? - RT 17 avr. 2019

Lors de l'acte 18 de la mobilisation, les hôpitaux parisiens ont inscrit le nom des Gilets jaunes blessés dans le fichier SI-VIC, qui est transmis place Beauvau, selon Le Canard enchaîné. Une «dérive grave» selon le porte-parole des urgentistes.

Dans son édition du 17 avril, Le Canard enchaîné rallume une polémique qui secoue les hôpitaux parisiens depuis quelques semaines, et qui n'est pas près de s'éteindre. Selon les informations de l'hebdomadaire, l'Assistance publique des hôpitaux de Paris (AP-HP) a bel et bien donné pour consigne le 16 mars, à

l'occasion de l'acte 18 de la mobilisation des Gilets jaunes, d'inscrire l'identité des blessés dans un fichier. Et celui-ci a atterri dans les locaux du ministère de l'Intérieur, place Beauvau.

Le Canard Enchaîné révèle ainsi la teneur d'un e-mail envoyé par «l'administrateur de garde», au siège des hôpitaux parisiens et à tous ces homologues. «Il est indispensable de saisir les identités des victimes en temps réel dans le SI-VIC», est-il écrit en gras et souligné, en référence au fichier en question. Créé en 2015, ce fichier baptisé SI-VIC devait initialement être utilisé pour faciliter l'identification des victimes d'attentats, mais son application a été élargie en 2016, et il peut désormais être utilisé en cas de «situation sanitaire exceptionnelle».

La consigne, on ne peut plus claire, vient contredire de façon criante les propos du directeur de l'AP-HP, Martin Hirsch, qui avait fait son possible pour se montrer rassurant le 14 avril, en niant tout fichage des Gilets jaunes : «On peut faire remonter le nombre de blessés dans le cadre des manifestations, mais on ne transfère rien de nominatif.»

«Activer ce fichier pour des manifestations à caractère social, c'est une dérive grave et une menace pour les libertés individuelles», s'insurge dans les colonnes du Canard Christian Prudhomme, porte-parole des médecins urgentistes. «C'est un scandale ! On n'est pas là pour cliquer et dénoncer des Gilets jaunes», déplore pour sa part le médecin urgentiste Gérard Kierzek, consultant pour LCI. RT 17 avr. 2019

Totalitarisme. Vive la banalisation de la répression policière ! Proposez-leur l'euthanasie !

- "Gilets jaunes": Enquête après des appels au suicide de policiers - Reuters 21 avril 2019

LVOG - Le contexte.

Le matin les manifestants criaient "*ne vous suicidez pas, rejoignez-nous*", mais l'après-midi sous une pluie de gaz lacrymogènes et de LBD désormais ils crient "*suicidez-vous*". Le Media. (<http://lesgiletsjaunes.fr/acte-23-la-peur-change-de-camp/#more-10976> ou <https://www.youtube.com/watch?v=rxP7nLRVNIM>)

Cela signifie que tous ceux qui ont condamné ou retenu que le "*suicidez-vous*" sont des ordures ou ils ignoraient le contexte.

Reuters - Le parquet de Paris a annoncé dimanche avoir ouvert une enquête après que des manifestants ont scandé samedi le slogan "Suicidez-vous!" à des membres des forces de l'ordre dans le cortège parisien lors de la 23e journée de mobilisation des "Gilets jaunes".

L'enquête, ouverte du chef d'outrage à personne dépositaire de l'autorité publique commis en réunion, a été confiée à la sûreté territoriale de Paris.

Des syndicats de policiers avaient réclamé des poursuites judiciaires au lendemain de ces propos tenus par certains manifestants sur la place de la République, selon des vidéos diffusées sur les réseaux sociaux.

Des personnalités politiques de tous bords ont également condamné ces discours, alors qu'une trentaine de suicides de policiers sont intervenus depuis le début de l'année.

Le secrétaire national CRS du syndicat Unsa Police, David Michaux, a réclamé dimanche sur France info que les auteurs de ces slogans "inadmissibles" soient "identifiés, interpellés et condamnés".

"Il faut une réponse forte à ce qui s'est passé", a-t-il dit. "Je rappelle que c'est punissable d'une peine (...) de trois ans de prison et 45.000 euros d'amende", a-t-il ajouté.

Dans un communiqué diffusé samedi soir, le syndicat Alternative Police CFDT avait déjà appelé les autorités à "faire preuve de la plus grande fermeté et engager toutes les poursuites qui pourront être introduites" à l'encontre des auteurs de ces slogans qui constituent "un véritable appel à la haine des policiers".

Le ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner, a dénoncé ces faits samedi soir dans un message publié sur Twitter. "Honte à ceux qui se sont livrés à une telle ignominie Soutien total à nos forces mobilisées, et à leurs familles. L'immense majorité des Français sait ce qu'elle leur doit", a-t-il écrit.

Le directeur général de la police nationale (DGPN), Eric Morvan, a quant à lui critiqué dimanche, également sur Twitter, "la bêtise crasse de certains slogans haineux (qui) ne mérite même pas notre indignation".

De nombreuses personnalités politiques ont fait part de leurs critiques tout au long du week-end.

Sur Twitter, samedi, la présidente du Rassemblement national, Marine Le Pen, a dénoncé des propos "honteux", tandis que François-Xavier Bellamy, tête de liste des Républicains (LR) pour les élections européennes, a estimé "qu'aucun de ceux qui ont crié cela ne doit rester impuni".

"Condamnons ensemble ces paroles révoltantes", a dit samedi dans un message publié sur Twitter la tête de liste de La République en marche (LaRem) pour les européennes, Nathalie Loiseau.

Selon la maire socialiste du Xe arrondissement de Paris, Alexandra Cordebard, interrogée dimanche matin sur CNEWS, "c'est parfaitement ignoble que d'entendre de tels propos".

"C'est inadmissible (...) c'est indéfendable, c'est insupportable, c'est immonde de dire ça et de chanter ça", a déclaré dimanche sur BFM TV Raphaël Glucksmann, tête de liste du Parti socialiste et de Place publique aux élections européennes.

L'association "Mobilisation des policiers en colère" (MPC), qui se veut indépendante des syndicats, évoque dans le bilan diffusé sur son site internet, dont la dernière actualisation date de jeudi dernier, un total de 29 suicides et trois morts en service depuis le début de l'année dans la police nationale.

Sur l'ensemble de l'année 2018, 35 policiers s'étaient donnés la mort, selon le service d'information et de communication de la police (SICoP).

Selon un rapport sénatorial publié en juin dernier, le taux de suicide dans la police est supérieur de 36% à celui observé dans la population générale. Reuters 21 avril 2019

- Après les "Suicidez-vous", Ludosky et Rodrigues dénoncent les chants anti-policiers - Le HuffPost 22 avril 2019

"Nous apportons notre soutien total aux familles des vingt-huit policiers et des deux gendarmes qui ont mis fin à leurs jours." Dans un communiqué commun publié ce dimanche 21 avril, Priscillia Ludosky, Philippe Pascot, Nathanaël Ramphft, Hakim Lowe et Jérôme Rodrigues dénoncent "avec vigueur" les chants anti-policiers qui ont émaillé l'acte XXIII de leur fronde sociale.

Et si ces visages connus de la mobilisation font front commun c'est parce que les images de manifestants appelant les forces de l'ordre à se suicider ont fait le tour des réseaux sociaux et ont indigné une grande majorité d'internautes. "Nous dénonçons avec vigueur les propos invitant les policiers à se suicider, entendus très marginalement et pour la première fois lors de l'acte XXIII des Gilets Jaunes, après plus de cinq mois de mobilisation", écrivent-t-il dans ce long texte publié sur les réseaux sociaux.

Dans les paragraphes consacrés à cet épisode, les contestataires expliquent que leur "compassion" va "aux fonctionnaires qui subissent, comme [nous], au quotidien, les politiques de destruction du service public." "Nous savons que les policiers et les gendarmes sont fatigués, que les fortes chaleurs à venir seront éprouvantes pour eux, et que leur hiérarchie craint plus que tout qu'ils fraternisent avec leurs compatriotes, unis dans le plus formidable mouvement social qui soit apparu en France depuis plus de cinquante ans", ajoutent-ils.

Et s'ils estiment "évident que des propos malheureux peuvent, et pourront encore surgir ici ou là", ces gilets jaunes dénoncent l'attitude d'Emmanuel Macron qui, selon eux, "instrumentalise sans vergogne des forces de l'ordre déjà mises à rude épreuve."

Ils s'en prennent également aux médias et aux responsables politiques qui "se sont saisis des propos d'une petite poignée d'individus" pour "diaboliser une fois encore les gilets jaunes." Et les quatre responsables d'insister sur "les violences policières constatées de manière répétée" depuis le début de leur fronde. "L'État assume en effet une trajectoire autoritaire dans l'indifférence générale des grands médias, si prompts à s'émouvoir par ailleurs", écrivent-ils avant de conclure, sans trop de surprise: "Notre détermination est intacte, et nous resterons mobilisés autant qu'il le faudra." Le HuffPost 22 avril 2019

- Devant le commissariat, des manifestants appellent à libérer le journaliste Gaspard Glanz - RT 22.04

Interpellé à Paris lors de l'acte 23 des Gilets jaunes, le journaliste engagé Gaspard Glanz a été mis en garde à vue au commissariat du XIIe arrondissement. Des dizaines de personnes ont répondu à l'appel, lancé sur les réseaux sociaux.

Plusieurs dizaines de personnes se sont rassemblées ce 22 avril devant le commissariat du XIIe arrondissement de Paris, où le journaliste engagé Gaspard Glanz (par ailleurs fiché S) a été placé en garde à vue le 20 avril. Il avait été interpellé sur la place de la République à Paris en marge de l'acte 23 des Gilets jaunes pour «participation à un groupement en vue de commettre des violences ou des dégradations» et «outrage sur personnes dépositaires de l'autorité publique».

Gaspard Glanz s'est vu remettre une convocation pour être jugé le 18 octobre au tribunal de Paris, selon son avocat. Le journaliste, qu'on voit notamment faire un doigt d'honneur aux forces de l'ordre après avoir été poussé par un policier sur une vidéo prise lors de la manifestation, sera jugé pour «outrage sur personne dépositaire de l'autorité publique».

D'ici cette date, il a pour interdiction de paraître à Paris tous les samedis et le 1er mai, conformément aux réquisitions du parquet.

Parmi les personnes mobilisées pour la libération du journaliste engagé, des figures médiatiques ont fait le déplacement. Sur place, l'économiste Thomas Porcher a par exemple déclaré : «Au-delà de ce qu'on pense de Gaspard Glanz c'est la liberté de la presse qui a été attaquée ce samedi. Il faut qu'un maximum de monde se mobilise parce qu'on touche à un principe fondamental de toute démocratie.»

Étaient également présents, le scénariste Bruno Gaccio ou encore l'animateur de télévision Yvan Le Bolloc'h.

Depuis son interpellation, les proches de Gaspard Glanz déplorent l'absence d'information à son sujet. Son père, particulièrement actif sur le réseau social Twitter, a par exemple lancé une pétition pour faire libérer son fils ainsi que pour «le retrait de sa fiche "S"». Le texte avait été signé par plus de 10 000 personnes dans l'après-midi du 22 avril. Dans la soirée du 21 avril, il écrivait : «Je viens d'avoir confirmation à l'instant de la prolongation de 24h de la GAV de Gaspard Glanz, au motif que... il n'y a pas de motif.» Et de dénoncer «un acte totalement arbitraire et révoltant». RT 22.04

- Trois militaires de l'opération Sentinelle arrêtés après avoir agressé des boulistes - Reuters 21 avril 2019

Trois soldats hors service de l'opération Sentinelle ont été placés en garde à vue à Paris après avoir agressé des boulistes près du jardin des Tuileries, rapporte La Chaîne Info sur son site web.

Selon LCI, vendredi 19 avril, vers 19h30, deux amis qui étaient en train de jouer à la pétanque place des Pyramides ont été approchés par «trois hommes visiblement ivres», dont l'un s'est emparé de leur cochonnet avant de le projeter au loin. En réaction, l'un des joueurs lui a fait un doigt d'honneur.

Les trois suspects se sont alors rués sur les boulistes et les ont roués de coups de poing et de pied. Des policiers sont rapidement intervenus pour interpellier les agresseurs, identifiés ensuite comme des membres de l'opération Sentinelle, affectés au 3e régiment Parachutistes d'infanterie de Marine.

Les deux boulistes, couverts d'ecchymoses au visage et au corps, ont porté plainte contre les militaires, placés en garde à vue après un passage par la cellule de dégrisement.

Les premières conclusions du "Grand débat national".

- Aurore Bergé défend la suppression d'un nouveau jour férié - L'Express.fr 21 avril 2019

Un second jour férié sera-t-il prochainement supprimé ? L'hypothèse prend corps, alors que la députée et porte-parole LREM Aurore Bergé affirme, dans un entretien accordé ce 21 avril au Journal du Dimanche, qu'il s'agit d'un "premier pas nécessaire" pour "trouver d'autres ressources".

"Nous avons comme principe de n'augmenter ni la dette publique ni les impôts. Il faut donc trouver d'autres ressources. [...] Cela peut passer par la création d'une nouvelle journée de solidarité pour financer la prise en charge de la dépendance et du grand âge", avance Aurore Bergé.

"Je suis persuadée que les Français sont d'accord pour travailler plus si on explique que 100 % des recettes de la journée de solidarité sont consacrées à la baisse de leurs impôts ou au financement des Ehpad", soutien l'élue. L'Express.fr 21 avril 2019

- Un peu plus de la moitié des Français sont opposés à l'idée de "travailler plus", selon un sondage - Franceinfo 21 avril 2019

Les disparités sont importantes également selon l'âge des répondants. En dessous de 35 ans, 56% sont opposés à l'idée de travailler plus, une proportion sensiblement la même que dans la population de 35 ans et plus (53% contre). Mais les différences s'accroissent au sein de ce deuxième sous-groupe : parmi les 50-64 ans, l'opposition à l'idée de travailler plus grimpe à 65%, tandis qu'à l'inverse parmi les 65 ans et plus, 67% des personnes interrogées sont pour.

55% des artisans et commerçants sont favorables au fait de travailler plus, le taux tombe à 29% chez les ouvriers. Les dirigeants d'entreprises approuvent l'idée à 61%, mais ils ne sont que 39% parmi les salariés du privé, 35% parmi ceux du public et 26% parmi les chômeurs. Franceinfo 21 avril 2019

LVOG - Le but était de faire croire que près de la moitié serait d'accord pour travailler plus... Cela procède aussi de la guerre psychologique.

Ils osent tout.

- GAFA: les politiques sifflent la fin de la récré - Slate.fr

L'ère du Far West numérique est peut-être en train de s'achever: partout, les politiques veulent imposer de nouvelles régulations aux géants du net. La tendance était sensible dès 2018, elle se renforce ces dernières semaines. Sans doute quelque peu ébaudis par les pratiques douteuses des GAFA... Slate.fr

LVOG - Parce que ceux qui les jugent seraient animés de bonnes intentions, dont l'Union européenne...

- Violences éducatives : « C'est dur d'être parent (...) il faut les former » - Franceinfo

L'association StopVEO lance une campagne d'information, en attendant que les fessées et autres punitions soient interdites par la loi. Franceinfo

LVOG - Que cherchent-ils ? Tout le monde ne bénéficie pas de conditions favorables ou requises matérielles et intellectuelles pour élever des enfants sans avoir besoin de recourir à la violence. J'ai été un enfant battu et je n'ai jamais levé la main ou élevé la voix sur ma fille, donc je peux en parler tranquillement.

Il faut comprendre que lorsque des parents ne disposent pas d'autres moyens que "*les fessées et autres punitions*" pour garder le contrôle de leurs enfants, si on leur retire, qu'est-ce qui va se passer, leurs enfants pourront faire n'importe quoi sachant que leurs actes demeureront impunis, leurs rapports deviendront infernaux. C'est la théorie du chaos transposée au sein des familles. Voilà qui devrait leur pourrir un peu plus

l'existence, même s'ils ont du fric ou un statut supérieur, aiguïser leur haine de cette société et vouloir en changer l'orientation.

- Indonésie: élection test pour la troisième plus grande démocratie au monde - AFP 16.04

Les Indonésiens s'apprêtent à voter mercredi pour choisir entre le président sortant, Joko Widodo, et un ex-général au passé très controversé, dans un scrutin test pour la solidité de la troisième plus grande démocratie au monde. AFP 16.04

- Enquête russe : la démocrate Elizabeth Warren appelle à destituer Donald Trump - Le Parisien

- Guaido appelle à "la plus grande manifestation de l'histoire" du Venezuela le 1er mai - AFP

- Notre-Dame: le dessin d'une Equatorienne qui a ému les réseaux sociaux - AFP